ATTAC : les illusions radicales du réformisme



ATTAC : une nouvelle Internationale réformiste

Certains l'érigent en nouvelle internationale ?

Au-delà de l'hexagone se sont constitués une vingtaine de comités : Brésil, Espagne, Portugal, Tunisie, etc.

En France, ATTAC revendique un millier de personnalités morales et plus de 27 000 adhérents dans 145 groupes locaux. L'association traverse le champ politico-économique au-delà des clivages droite/gauche traditionnels.

> Les valeurs antilibérales ne sont pas l'apanage de la gauche : lorsque la proposition de créer la taxe Tobin est passée devant le Parlement européen, F. Bayrou et Ch. Pasqua ont voté pour (d'après les déclarations de B. Cassens, président d'ATTAC, à *Ouest-France*).

ATTAC se disait il y a un an déjà représentée à l'Assemblée nationale (120 membres), au Sénat (50 membres), ainsi qu'au Parlement européen (40 membres).

On retrouve pêle-mêle dans ATTAC centristes, socialistes, Verts, communistes ainsi que des organisations de la mouvance trotskiste (LCR, Carré rouge), des structures syndicales (CFDT, CGT, SUD et le groupe des 10 - Solidaire), des associatifs (AC – Agir contre le chômage), etc. Ainsi cohabitent sans complexes dans ATTAC ceux pour qui « la France ne peut abriter toute la misère du monde », ceux qui n'ont eu de cesse de traquer l'immigré clandestin et de tolérer la chasse au faciès lors du règne de Chevènement au ministère de l'Intérieur, et ceux qui apportent un réel soutien à la lutte des sans-papiers !

> La taxe Tobin a déjà fait l'objet de nombreux débats au sein de la gauche plurielle. Le 23 octobre 1999, un amendement inspiré de l'idée Tobin, prévoyant d'instaurer une taxe de 0,5 % sur les opérations portant sur les devises, avait été rejeté par l'Assemblée.

Dans un autre registre s'y côtoient des groupes de AC, SUD ou de la LCR) qui se revendiquent du mouvement social et luttent contre les mesures gouvernementales et les mauvais coups portés aux salariés et aux chômeurs, et des parlementaires ou des sénateurs qui avalisent et votent les mesures antisociales du gouvernement. Il est vrai que l'association pourfend le libéralisme et la spéculation, mais pas le gouvernement.

> ATTAC : Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens. Créée en décembre 1997, milite pour la mise en place d'une taxe dite « taxe Tobin » sur tous les mouvements de capitaux. Elle pourfend l'ultralibéralisme capitaliste.
>
> Tobin : Max Tobin, professeur à l'université de Yale (États-Unis). Prix Nobel d'économie en 1981, propose depuis 1972 de prélever sur chaque opération financière effectuée sur le marché des changes une taxe modique proportionnelle au montant de l'opération effectuée.

ATTAC a ses médias : *Le Monde diplomatique* qui a été son creuset, mais aussi *Libération*, *Le Canard enchaîné*, etc.

À son université d'été de La Ciotat, en août 2000, elle annonçait 700 participants. ATTAC se veut « un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action », d'où ses thèmes de débats : Pourquoi la taxe Tobin ; Mieux comprendre le marché du travail ; Economie et énergie…

Les voies réformistes de la petite gauche

En 1998, le volume des transactions sur le marché des changes s'est élevé en moyenne à 1 587 milliards de dollars par jour ouvrable. Les échanges de marchandises et de services représentent à peine 4 jours de ces transactions, les investissements à l'étranger seulement 15 jours ; le reste est représenté par les capitaux déplacés uniquement pour la spéculation monétaire, dont le volume ne cesse d'augmenter (*source* : la BRI, Banque des réglements internationaux).

Au stade de développement actuel du capitalisme, la masse des capitaux se détourne de ses fonctions d'investissements, préférant des profits immédiats et plus avantageux. Ces mouvements de capitaux flottants fragilisent le système monétaire international et désavantagent par une hausse du taux de rémunération les capitaux destinés à l'investissement. Cette réalité spéculative ainsi que les dernières crises en Asie, Russie, Brésil, etc., inquiètent de plus en plus nos gestionnaires et managers d'État, voire de la finance et de l'économie mondiale.

> Pour l'année 2000, la BRI a publié ses chiffres, pointant les dangers d'une financiarisation excessive de l'économie mondiale. Les banques des pays industrialisés ont investi pour le compte de leurs clients : 42 000 milliards de francs, soit 80 fois plus que ce que représente dans les pays concernés la production de biens et de services.

Face à cette dérive ultralibérale, une frange de la bourgeoisie tente de freiner cet emballement spéculatif et de le réguler. L. Jospin exprimait cette crainte en septembre 1999 : « L'État doit se doter de nouveaux instruments de régulation adaptés à la réalité du capitalisme. » Le gouvernement français pense davantage à des réformes d'institutions internationales (Fonds monétaire international, etc.). Cette orientation est partagée par d'autres : en Italie, l'organisation non gouvernementale MANITESE (milieux chrétiens-démocrates), une partie de la CGIL (la plus importante centrale syndicale)...

Déjà, le Canada et la Finlande ont voté le principe d'une telle taxe. Proposée au Parlement européen à la mi-janvier 2000, votée par la gauche et quelques parlementaires de droite (4 voix du Parti populaire européen), elle n'en a pas moins été rejetée à peu de voix près.

Notons le vote contre d'Arlette Laguiller (Lutte ouvrière) : « Le capitalisme ne se réforme pas, il se détruit », et l'abstention d'Alain Krivine… alors que la LCR est investie dans ATTAC !

L'instauration de nouvelles règles de sécurité agirait à titre préventif contre certaines opérations spéculatives sur les marchés des changes internationaux. Ces nouveaux garde-fous préserveraient les monnaies — et les États — contre des attaques déstabilisatrices pour des économies nationales. Notons que nos dirigeants et managers qui redoutent tant les méfaits de ce capitalisme de casino ont, durant ces vingt dernières années, accompagné cet état de fait spéculatif. Par l'abolition du contrôle des changes, la création de zones franches, la tolérance et la création de paradis fiscaux, ils ont favorisé l'expansion des thèses libérales voire ultralibérales.

> Le principe de la taxe Tobin a été voté et accepté par le Canada en mars 1999. Quelques mois après, Paul Martin, ministre canadien des Finances, a transféré la Canadian Steam Ship aux Bermudes (paradis fiscal) afin d'échapper à l'impôt et d'embaucher des marins à bas prix (*Alternatives économiques*, novembre 1999).

Pour ATTAC, la taxe Tobin constitue un garde-fou qui permettrait de réduire la dimension du marché, de diminuer la volatilité des transactions et de pénaliser les opérations les plus étroitement spéculatives. […] La taxe Tobin jouerait un rôle utile en réduisant les profits que peuvent espérer les opérations spéculatives journalières et hebdomadaires, sans pénaliser les opérations financières de long terme qui sont les contreparties des opérations liées au commerce international et à l'investissement productif à l'étranger » (F. Chesnais, *Tobin or not Tobin*, pp. 51-54, Ed. L'Esprit frappeur).

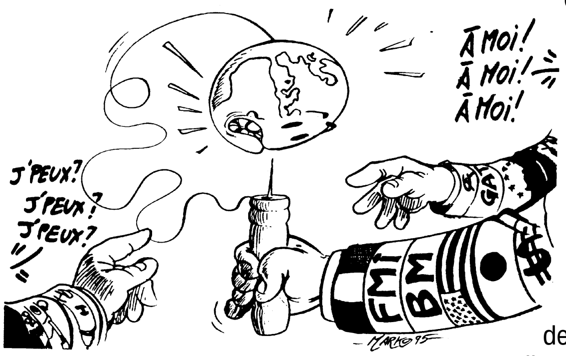
La dynamique d'ATTAC n'est pas de dénoncer l'« ordre mondial capitaliste » subi par des milliards d'individus, mais d'éviter que la tendance ultralibérale de la bourgeoisie, impliquée avec les transnationales, ne déstabilise trop le système en place.

Une petite-bourgeoisie radicalement réformiste

L'association ATTAC, propulsée à la suite d'articles de journalistes économiques du *Monde diplomatique*, a rapidement trouvé un écho favorable dans nombre de médias, qui accompagnent à présent sa démarche. La campagne initiée par des économistes keynésiens en attente d'une revanche sur les ultralibéraux a vite vu se rallier à elle les débris du gauchisme et les déçus de la gauche au pouvoir, en attente d'un recyclage politiquement correct.

Ainsi, cette petite gauche frileuse extra-parlementaire a pu lui offrir un *look radical*.

Ses membres sont issus pour beaucoup des classes moyennes, petite-bourgeoisie liée à l'État, son principal employeur, et menacée par des restructurations ou des privatisations des services publics (santé, SNCF...) ; syndicalistes de la fonction publique pour qui l'État était patron mais aussi arbitre lors de conflits, et à l'abri dans différents lieux de gestion paritaire aujourd'hui menacés (Sécu...). On peut comprendre leur crainte de ne plus avoir ce partenaire, régulateur et interventionniste, et cela explique que nombre d'adhérents d'ATTAC aient un attachement si fort à la représentation de l'État.



ATTAC au service de la gauche plurielle

Hier, nos managers et intellectuels de service ne parlaient pas de société de classes, mais de société duale. Aujourd'hui, « ère de la nouvelle économie », il n'y aurait plus d'exploiteurs ni d'exploités, plus de contradictions capital-travail. Profitons des plaisirs et bienfaits du net, jouissons sans entraves sur le web ! ATTAC ne veut voir que des citoyens réveillés et en action. Semant la confusion, les membres de l'association dénoncent l'ultralibéralisme spéculatif (capitalisme parasitaire et oisif), cause de tous nos maux sociaux, et prônent un capitalisme de production, d'investissement actif. Cela n'est pas sans rappeler les incantations passées d'un PCF qui, durant des années, n'a cessé de dénoncer les « 100 familles » en voulant faire payer les riches : exutoire aux problèmes des salariés français.

La démarche d'ATTAC peut rassurer la gauche plurielle au pouvoir. Il s'agit de mobiliser une opinion citoyenne que l'on doit réveiller et faire réfléchir pour contrecarrer les méfaits des excès du libéralisme. « Que les citoyens reconquièrent du pouvoir que la sphère financière exerce sur tous les aspects de la vie » (art. 1 des statuts) ; « Notre action vise tous les aspects de la vie de chacun d'entre nous, et sur la manière de les contrecarrer » (B. Cassens). « [Il s'agit] de mettre un grain de sable dans les rouages de la spéculation » (idem). Ainsi, nos gouvernants peuvent être rassurés ; ils peuvent continuer à prendre des mesures antisociales contre les salariés, les chômeurs et autres précaires ou exclus ; ils peuvent rajouter des CSG, des RDS sur les fiches de paie, casser le système de retraite... Là n'est pas la réalité d'ATTAC.

À aucun moment, l'association n'emploie d'ailleurs le mot *capitalisme*. Elle lui préfère les termes de « dictature de marchés », « libéralisme économique », « spéculation financière » ou « sphères financières », etc. Elle gomme les conflits de classes, les contradictions capital-travail. Doit-on s'en étonner puisque, sous sa houlette citoyenne, elle engage et met sur un même pied d'égalité avec de prétendus intérêts communs les peuples, les États, les institutions démocratiques, etc. ?

ATTAC entretient l'idée que les États auraient en charge l'« intérêt général », mais que, de plus en plus dépossédés de leur pouvoir de décision par ce libéralisme débridé dans le cadre de la mondialisation, ils seraient acculés à une course éperdue en faveur de gros investisseurs. Or, États et gouvernements n'ont jamais été neutres. De tout temps, ces gestionnaires ont accompagné les intérêts du capital. L'État s'est toujours révélé un instrument d'assujettissement et d'oppression pour les peuples. Aujourd'hui, c'est avec l'aval de ces États, de ces gouvernements, que les transnationales façonnent le devenir de toutes les activités humaines et ressources naturelles de la planète. Et les États jouent à merveille leur rôle de chien de garde du capital contre toute explosion sociale.

ATTAC tisse au profit de la gauche extraparlementaire la toile électorale des prochaines échéances françaises. Cette petite gauche espère voir se porter sur elle les voix des électeurs déçus par la gauche au pouvoir. Mais aussi celles des abstentionnistes revenant dans l'isoloir.

Ce n'est pas anodin si cette campagne s'orchestre dans un contexte de vide politique et syndical — à un moment où les salariés, affaiblis par un manque de repères de classe et las d'être cantonnés dans l'idéologie consensuelle, reprennent le chemin des luttes sociales.

La chute du mur de Berlin a mis à nu l'idéologie politique des organisations gauchistes, du PCF et de son officine syn-

dicale CGT, les obligeant à se recycler dans la social-démocratie.

Ces vingt dernières années (le règne Mitterrand) ont été marquées par des restructurations et des délocalisations, cassant le tissu social et ses solidarités pour conduire à des replis individuels, et aujourd'hui identitaires ou religieux.

Une offensive idéologique, voire un lavage de cerveau, contre les salariés et une partie de la jeunesse a exacerbé le mythe de la réussite individuelle, du gagnant... cf. B. Tapie.

Par ailleurs, les groupes politiques et organisations révolutionnaires ont été dans l'incapacité d'entamer des débats pour envisager des convergences réintroduisant des repères de classe et une dynamique anticapitaliste.

La perte des repères politiques de classe permet à ATTAC de semer des illusions réformistes parmi tous ceux et toutes celles qui s'interrogent et cherchent des débouchés collectifs pouvant remettre en cause le système capitaliste dans sa globalité. Elle renforce et tente de donner une assise populaire à la fraction de la bourgeoisie « fordiste et keynésienne », qui est menacée de perdre ses pouvoirs par l'autre fraction libérale à l'offensive. Il est donc logique que la petite-bourgeoisie, cantonnée dans la fonction publique, lui fournisse le gros de ses adhérents.

ATTAC est une association au service de la bourgeoisie et de la gauche plurielle...

✘ OCL

La forme est indissociable du fond

ATTAC est en France, à sa création en 1998, une association regroupant essentiellement des adhérents d'autres structures associatives, syndicales ou politiques. On y retrouve à cette époque une majorité de personnes ayant x casquettes à laquelle s'ajoutent des ex-militants/adhérents déçus par leurs expériences antérieures qui y voient une structure large porteuse d'une revendication simple, concrète et généreuse. Mais ATTAC connaît rapidement l'adhésion de personnes dont c'est la première expérience militante qui s'organisent dans des comités locaux autour de quelques militants se rendant disponibles le soir des réunions dont le but ultime est le recrutement pour sa chapelle.

C'est ainsi qu'ils existent aujourd'hui des comités locaux actifs, composés en partie de personnes se reconnaissant exclusivement militantes de cette structure. Mais à ATTAC leur place se résume à relayer des campagnes d'affichages, de tractage… décidées par d'autres, à écouter des spécialistes de telle ou telle question économique…

C'est ainsi qu'à ses deuxièmes assises nationales tenues à Saint-Brieuc fin octobre*, ATTAC a connu ses premiers soubresauts internes où certains comités locaux ont dénoncé le manque total de démocratie. La direction a refusé toute notion de parlement interne regroupant les comités locaux et a proposé une conférence nationale se réunissant trois fois par an. Classique dans ce type de structure qui a ses formes de délégation de pouvoir adaptées au fond qu'elle défend.

D'autre part, à l'approche des prochaines échéances politiciennes, il est de tradition que ces comités locaux soient l'objet de multiples grenouillages/magouillages qui vont en écœurer plus d'un.

Il ne nous reste plus qu'à espérer que ces soubresauts qui devraient s'amplifier dans les prochains mois ne s'arrêtent pas à des critiques de pure forme mais fassent le lien avec le fondement même d'ATTAC.

✘ OCL

* d'après les échos que nous en avons eu (car nous n'y étions pas contrairement peut-être à d'autres libertaires spécialisés dans le multicarte comme nous le laisse penser *Libération* du 7 décembre qui a interviewé à Nice un « militant à x casquettes (SUD, ATTAC et Alternative Libertaire) ».

Histoires de gros sous

Tom Thomas a mené au cours de ces dernières années une entreprise théorique aussi originale et fructueuse que, malheureusement, injustement méconnue. S'appuyant sur une relecture attentive et intelligente de Marx, il s'est attaqué aux problèmes les plus divers de l'heure, depuis ceux relatifs aux restructurations capitalistes jusqu'à ceux concernant la crise écologique, en passant par la question de la réduction du temps de travail ou celle du destin de l'individualité.

Sa dernière livraison est consacrée à une question qui a déjà fait couler beaucoup d'encre ces dernières années, la finance. À son habitude, Tom Thomas revient longuement sur les analyses marxiennes, en l'occurrence celles consacrées par Marx dans *Le Capital* à la monnaie, au crédit et au capital financier. C'est l'occasion pour lui de montrer que,pour qui sait les lire attentivement et les comprendre, elles restent d'une parfaite pertinence et actualité en dépit de leur inachèvement. Tom Thomas démontre en effet que l'on peut rendre compte des développements les plus récents de la finance dans ses rapports avec l'économie dite réelle dans les termes proposés par Marx.

Cependant, le but que poursuit Tom Thomas n'est pas purement académique : il ne s'agit pas pour lui de simplement restituer les analyses marxiennes. À son habitude, son propos est d'abord polémique : il vise un certain type de critique du capital financier qui s'est développée ces dernières années, et dont un mouvement comme ATTAC est tout à fait représentatif. Cette critique autonomise le capital financier par rapport au développement du capital en général et fait de cette autonomie ainsi postulée la source de tous les maux du capitalisme contemporain. Si bien qu'il suffirait de remettre, grâce à l'État, le capital financier au pas (par exemple en taxant les plus-values financières) pour qu'on se remette à (re)vivre dans le meilleur des mondes (capitalistes) possible.

T. Thomas démonte avec rigueur et brio à la fois l'erreur théorique et la supercherie politique qui se cache dans une pareille analyse. D'une part, celle-ci méconnaît tout à fait le lien organique entre le développement de l'Économie financière, y compris dans ce qu'elle peut receler d'irrationalité foncière, et celui de l'Économie réelle : le capital financier n'est pas (seulement) une sorte d'excroissance parasitaire du capital réel, dont il faudrait libérer ce dernier pour lui faire recouvrir sa santé salutaire pour tous ; il est (aussi) un élément du capital global qui, par les indispensables activités de crédit, participe à la reproduction d'ensemble de ce dernier. Autrement dit, impossible de concevoir un capitalisme sans crédit, donc sans capital financier, donc sans excroissance et autonomisation de ce dernier, donc sans spéculation, bulles financières, krachs retentissants provoquant ou aggravant la crise réelle.

D'autre part, et c'est là sans doute le point le plus original et le plus important de la démonstration de T. Thomas, il est parfaitement illusoire de vouloir en appeler aux États pour mettre au pas le développement supposé irrationnel de l'Économie financière. Tout simplement parce que les États comptent parmi les principaux acteurs de cette Économie et de son développement. Essentiellement par l'intermédiaire de la dette publique, dont les titres représentent environ un tiers du capital financier mondial ; et qui sert toujours, en définitive,

à éponger une partie des pertes financières lorsque se produisent les inévitables krachs financiers, comme on l'a vu encore au cours de ces dernières années, à petite échelle en France avec l'affaire du crédit Lyonnais, à grande échelle au Japon avec le rachat par l'État nippon de créances douteuses à hauteur de dizaines de milliers de milliards de yen !

En définitive, derrière ces projets de réforme financière, on retrouve la vieille illusion (réformiste) de l'opposition entre le « bon » capital(isme) industriel, qui crée des richesses et des emplois, et le « mauvais » capital(isme) financier, qui ne s'enrichit que spéculativement, sans créer aucune richesse et en détruisant les emplois. À quoi T. Thomas oppose légitimement le projet de libérer la société de la domination du capital tout court en lui substituant la libre association des producteurs qui, précisément parce qu'ils seront rendus maîtres de leurs moyens de production et qu'ils organiseront directement leur propre proces de production, ne verront plus leurs produits leur devenir étrangers sous forme de marchandises, d'argent, de capital (productif et financier), de titres de crédit et de propriété, de bulles financières, leur propre œuvre productive les dominer et les écraser comme des fétiches barbares et méconnaissables.

✘ Texte repris de ***À contre courant***

Lettre ouverte à M. Ramonet

« HABITUELLEMENT, je n'écris jamais à un journaliste. À 50 ans passés, j'ai appris depuis longtemps que la *condition* du journaliste était avant tout celle d'un salarié (fut-il de luxe) consentant et obéissant aux ordres d'un patron de presse tirant ses profits pour moitié des subsides accordés par les politiciens (nos maîtres) et pour l'autre du marché par l'intermédiaire de la publicité. Un journaliste n'est qu'un illusionniste appointé, chargé de transformer la vie en faits divers, l'indignation en résignation, et la vérité en silence. Non, je n'écris jamais à un journaliste, ni à un juge, ni à un flic. Mais il m'est de plus en plus pénible de supporter le spectacle d'ATTAC (cette gauche virtuelle), et les litanies pleureuses quotidiennes de votre disciple *Daniel Mermet-on-n'y-peut-rien* sur *France Inter* et surtout les multiples interventions de vos collègues du *Monde diplomatique* et d'ATTAC dans tout ce que les villes de province comptent comme soirées bourgeoises et polies, où l'on débat en de prétentieux monologues sur l'avenir du peuple ou de l'humanité, cette fange miséreuse incapable de démocratie (le chômage, le Nord-Sud, le racisme, les OGM, les banlieues...). Nous pourrions vous ignorer, vous laisser faire salon, lectures et causeries, entre vous, entre gens biens, parvenus et assis. Mais le succès médiatique aidant, le «concept» du citoyen (cet *extrémiste du consensus qui n'a d'opinion ferme et précise sur rien d'essentiel et n'en tire par conséquent aucune conclusion sur quoi que ce soit qui puisse l'engager*) se révélant porteur politiquement et financièrement (à propos, comment va le Diplo ?), voilà que vous venez vendre votre boniment dans la rue. Il n'y a plus de manifestation sans que l'on voit pointer un tract d'ATTAC ou une banderole glorifiant le citoyen, plus un problème social sans que l'on voit un de vos disciples ânonner vos propos sur un écran de télévision entre un écrivain d'un jour et un économiste «propre». On vous présente comme *la belle gôche*, la pure, la responsable, l'honnête, celle qui parle de l'Afrique et des banlieues, qui dénonce la misère, qui fustige la corruption politique et financière... *La nouvelle gôch*e ! Quelle tristesse, quel mensonge, quelle duperie, monsieur Ramonet !

Ah certes, vous avez du talent pour compter les cadavres, peser les fortunes, mesurer les profits, énumérer les dictateurs, estimer les morts, les mourants et les mortels. Vous et vos disciples êtes les champions de l'économie de la souffrance et de la misère. Vos livres de compte sont à jour. C'est votre première fonction. Enumérer le chaos, la douleur, l'injustice, le vol et le pillage. Faire peur ! Il faut que le message passe : *Le monde est un vaste chaos cruel et sanguinaire, et l'Europe de l'Ouest est un maigre havre de paix, vert et fragile, parfois blessé mais préservé jusqu'à ce jour des pires avanies venues de ces démons éternels qui hantent la nature humaine.*

Votre seconde fonction, c'est d'éviter le désordre, de contenir la révolte, de calmer les troupes. Pire encore, de *policer* la contestation. À grands cris de *Citoyens*, aux urnes citoyens, vous défendez tout ce qui participe au pillage de ce monde et à son aliénation.

Les élections d'abord. À chaque fois, c'est le même refrain. Face au détournement de la démocratie et des biens publics par les clans de politiciens, vous en appelez aux urnes et au contrôle citoyen. Vous rêvez même d'un *contrôle citoyen de l'OMC*, les volés négociant avec leurs voleurs pour que le vol soit moins cruel. Quelle foutaise ! De la démocratie plein la bouche, vous n'avez de cesse que de vanter les mérites des élections, de l'élu et de la représentativité. Comme tout bourgeois installé, vous avez peur de la colère de ceux qui triment, de ceux qui en bavent, de ceux qui paient de leur vie leur combat pour un monde de classe.

La marchandise ensuite, pierre angulaire du système capitaliste. Avec votre taxe Tobin, Monsieur Ramonet, vous me faites penser à ces dames de charité qui, le dimanche après la messe, vont jeter du mauvais pain à leurs bons pauvres. La semaine, ces maudits pauvres travaillent dans l'usine de leur banquier de mari. La taxe Tobin, c'est ça et pire encore. Car, aussi infime que soit le taux de taxation des profits boursiers, leur coût finira toujours par être répercuté sur le citoyen consommateur... pardon... sur le *citoyen marchandise*. Vous parlez de la mondialisation avec résignation, du profit avec résignation, de l'exploitation avec résignation. Mais dites-moi, Monsieur Ramonet, le soleil a-t-il besoin de tant de fric pour briller ?

C'est pour tout cela que je vous écris. Pour vous dire haut et fort que vous êtes, vous et vos disciples, *les plus précieux alliés du capitalisme*. Dénoncer l'exploitation, c'est bien. Expliquer que c'est inexorable, c'est *défendre* le capitalisme. Appeler aux urnes, c'est participer activement au maintien de ce système, c'est en assurer la sécurité, la pérennité. Vous n'êtes pas un progressiste, ni un contestataire, pas même un réformiste, vous êtes un serviteur du capitalisme, un illusionniste... un journaliste.

Vive la Sociale, Monsieur Ramonet, vous pourrez toujours compter nos morts ! »

✘ Étienne D. – CNT/AIT

POUR CONTACTER L'O.C.L. :

🖂 : OCL c/o CLÉ DES CHAMPS
BP 20912, 44009 Nantes cedex 1

Tél. / fax : 03 88 32 37 52

E-mail : oclibertaire@hotmail.com

Web : http://oclibertaire.free.fr

Minitel : 3614 chez*ocl

BIBLIOGRAPHIE

Livres

- *Tout sur Attac*, éd. Mille et une nuits.
- *Tobin or not Tobin*, François Chesnais, éd. L'esprit frappeur.
- *Hégémonie du capital financier et sa critique*, Tom Thomas, éd. Albatros (BP 404, 75969 Paris cedex 20).

Articles

- *Courant alternatif* n° 93, « Attac, grain de sable ou huile dans les rouages » ; « Tobin or not tobin, taxe internationale sur le capital ».
- *Échanges* n° 92, « Attac, pour un capitalisme à visage humain » ; « Hégémonie du capital financier et sa critique ».
- *À Contre courant* n° 112, « Histoire de gros sous ».